

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études réglementation, audits et contentieux

**Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures
vitivinicoles /**

**Unité Restructuration, gestion des excédents
et sous-produits de la vinification - Délégation Nationale de Libourne**

N° appel à candidature : 26064	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4.2 si AAE
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : FranceAgriMer Libourne 17 Av. de la Ballastière, 33500 Libourne

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification », basée à Libourne (33), met en œuvre la mesure de distillation des sous-produits de la vinification et assure les phases de supervision et d'ordonnancement des demandes d'aides à la restructuration du vignoble. Ponctuellement, elle assure également la mise en œuvre et/ou l'ordonnancement d'aides de crise telles que la réduction définitive du potentiel viticole (arrachage) ou la distillation de crise.

Objectifs du poste

En appui aux deux cheffes d'unité en charge des mesures restructuration du vignoble et distillation des sous-produits vinicoles, le/la titulaire du poste est chargé(e) des audits et contrôles externes et internes qui valident la conformité de la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune par l'établissement pour ces deux mesures. Il/elle contribue à la rédaction des décisions du directeur général de FranceAgriMer. Il/elle assure également le suivi des phases contradictoires et des recours exercés par les demandeurs, et fournit au service juridique les

éléments nécessaires à la préparation de la défense de l'établissement dans le cadre des procédures contentieuses.

Missions et activités principales :

1. Expertiser et répondre aux audits et en particulier : audits et apurement de conformité de la Commission européenne, fiches d'observation et recommandations de la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (CCCOP), audits de la Cour des comptes européenne, suites de contrôles de la Mission Contrôle des opérations dans le secteur agricole (MCOSA) ;
2. Rendre compte de ces activités, établir des bilans, contribuer à améliorer et sécuriser les dispositifs, notamment au vu des conclusions de ces audits ;
3. Préparer les projets de décision du directeur général, les notes de procédures ;
4. Expertiser les questions juridiques, préparer les saisines du service des affaires juridiques et la transmission à ce même service des éléments de dossiers en vue des procédures contentieuses.
5. Expertiser, contribuer à la préparation des courriers de phases contradictoires, réponses aux recours des demandeurs, courriers adressés au directeur général relevant du périmètre d'activité de l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Autres services de FranceAgriMer, notamment Service Juridique et Coordination communautaire / Service des contrôles / Services régionaux
- Auditeurs internes et externes
- Opérateurs bénéficiaires des aides

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Une première expérience en droit administratif ou en gestion de contentieux est demandée
- Connaissance de la réglementation européenne horizontale et spécifique au secteur vitivinicole souhaitée
- Connaissances en matière d'audit appréciée
- Une première expérience en lien avec les fonds structurels ou agricoles européens serait un « plus »

Savoir-faire / Maîtrise

- Rigueur
- Sens de l'initiative, autonomie
- Réactivité - anticipation
- Maîtrise de l'expression écrite et goût pour la production d'écrits juridiques
- Sens du travail en équipe
- Maîtrise des outils bureautiques

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac +3 en cas de candidature de contractuel

Personnes à contacter

Marie TOUVAIS, Cheffe du service du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles
marie.touvais@franceagrimer.fr

Cédric CHARPENTIER, Chef adjoint du service du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles
cedric.charpentier@franceagrimer.fr

Daniel LAURENT, Chef adjoint de l'unité Restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification
daniel.laurent@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, Chargée de mission RH
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un accompagnement pour faciliter votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale (sous réserve de conditions d'ancienneté)

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12/01/2026

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae